

Communiqué de presse du 25 novembre 2013

### **P4P <sup>(1)</sup> : refuser l'impasse utilitariste**

Le directeur général de la CNAMTS, sans consultation des intéressés eux-mêmes, médecins ou patients, a réussi à faire accepter, sous couvert de qualité des soins et d'objectifs de santé publique, une variable dans la rémunération des médecins libéraux en fonction de critères de *performance* médico-économique, élément essentiel de la réduction des coûts (comprendre la *rentabilité* du système de soin), puisque bien sûr, nous devons améliorer la compétitivité des entreprises, chère au patronat.

Que l'Assurance maladie s'occupe de faire des économies, qui l'en blâmerait ? Mais lorsqu'elle fixe, de surcroît sans débat public, des indicateurs censés améliorer les pratiques individuelles, elle s'arroge un droit de prescription qui ne lui appartient pas. Ainsi, le niveau de rémunération des médecins devient en partie dépendant du bon vouloir des technocrates de la CNAM qui disent ce qui est *bon* pour les patients. L'intérêt financier prend le pas, subrepticement, sur la logique des soins prodigués, entraînant dans ses filets le formatage chiffré des pratiques, dont l'amélioration reste à prouver. La contractualisation individuelle CNAM-médecins prépare celle des complémentaires santé avec les mêmes.

A qui profite ou profitera le crime ? Aux dirigeants de ces complémentaires santé et de l'industrie en général, dont celle du système de soin (firmes pharmaceutiques, industrie du cancer, etc...). Les pratiques professionnelles sans *conscience* font vivre beaucoup de monde et en font mourir ou mal vivre bien d'autres.

En principe, le rôle du citoyen est de s'inscrire dans le champ syndical, associatif et/ou politique, avec la conscience que la somme des volontés individuelles est seule à même capable de créer le rapport de force collectif nécessaire pour construire une société plus juste. C'est dans ce champ de la citoyenneté (d'autres diraient de la déontologie) que s'inscrivent les médecins qui refusent la P4P, pour ne pas se laisser corrompre, ne fût-ce une seule seconde par les tenants du tout-marché. Ils pensent que dans la société, existent des secteurs qui doivent être sanctuarisés c'est-à-dire mis *hors du marché* et de la finance : l'école, la justice, l'eau, l'air, la Terre, la santé, le vivant.

<sup>(1)</sup> En anglais : pay for performance

**Contact :**

Patrick Dubreil: 06 32 70 92 37  
Didier Ménard : 06 07 16 57 78

Voir aussi : <http://www.smg-pratiques.info/P4P-refuser-l-impasse-utilitariste.html>